

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 6

30 janvier 2012

Sommaire

Arrêté ministériel du 1 ^{er} janvier 2012 portant désignation d'un instructeur en matière de protection radiologique de l'Administration des services de secours	172
Arrêté ministériel du 2 janvier 2012 portant démission d'un instructeur en secourisme de l'Administration des services de secours	172
Arrêté ministériel du 16 janvier 2012 portant désignation d'instructeurs de gestion de crise CBRN de l'Administration des services de secours	173
Armée – Examens	173
Centre de technologie de l'éducation – Examen de fin de stage	173
Centre des technologies de l'information de l'Etat – Examens	173
Chemins de fer – Commission Paritaire	174
Inspection générale de la sécurité sociale – Nomination	174
Médiateur – Nomination	174
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Maisons relais pour enfants – Agréments	174
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Service national d'action sociale	176
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Services pour Jeunes – Agréments	176
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Services pour personnes handicapées – Agréments	176
Santé – Médecine – Pharmaciens	177
Secrétariat du Conseil d'Etat – Nomination	177
Tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 – Complément n° 4	177
Tableau des établissements de paiement agréés conformément à la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement	178
Arrêté ministériel du 17 novembre 2011 portant désignation d'un agent ayant la qualité d'officier de police judiciaire – RECTIFICATIF	178

Arrêté ministériel du 1^{er} janvier 2012 portant désignation d'un instructeur en matière de protection radiologique de l'Administration des services de secours.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,

Vu la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;

Vu le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant:

- 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population
- 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours.

Sur proposition du directeur de l'Administration des services de secours;

Arrête:

Art. 1^{er}. Madame Tanja Agosta d'Eischen, instructeur en matière de protection radiologique, est désignée aux fonctions d'instructeur en chef en matière de protection radiologique jusqu'au 28 février 2016.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 1^{er} janvier 2012.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,*

Jean-Marie Halsdorf

Arrêté ministériel du 2 janvier 2012 portant démission d'un instructeur en secourisme de l'Administration des services de secours.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,

Vu la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;

Vu le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant

1. l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population
2. la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours;

Sur la proposition du directeur de l'Administration des services de secours;

Arrête:

Art. 1^{er}. Démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme est accordée, pour limite d'âge, à Madame Jeanine HAMMER-BLAU d'Esch-sur-Alzette.

Art. 2. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Madame Jeanine HAMMER-BLAU.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 janvier 2012.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,*

Jean-Marie Halsdorf

Arrêté ministériel du 16 janvier 2012 portant désignation d'instructeurs de gestion de crise CBRN de l'Administration des services de secours.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,

Vu la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;

Vu le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant

1. l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population
2. la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours;

Sur la proposition du directeur de l'Administration des services de secours;

Arrête:

Art. 1^{er}. Madame Désirée SCHAUS d'Esch-sur-Alzette et Monsieur Patrick NACCIARETI de Mamer, sont désignés aux fonctions d'instructeur de gestion de crise CBRN jusqu'au 28 février 2016.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 16 janvier 2012.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Armée. – Examens. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen-concours d'admission à la carrière de l'officier de carrière de l'armée aura lieu en juillet 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen-concours d'admission à la carrière du sous-officier de carrière de l'armée aura lieu en février 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen-concours d'admission à la carrière du sous-officier de carrière de l'armée aura lieu au mois de juillet 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen d'admission définitive dans la carrière du sous-officier de carrière de l'armée aura lieu au mois de juillet 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen de promotion dans la carrière du sous-officier de carrière de l'armée aura lieu au mois de septembre 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen d'admission définitive dans la carrière du caporal de carrière de l'armée aura lieu au mois de février 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen-concours d'admission à la carrière du caporal de carrière de l'armée aura lieu au mois d'octobre 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen de promotion dans la carrière du caporal de carrière de l'armée aura lieu au mois de septembre 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen d'admission définitive dans la carrière de l'artisan-fonctionnaire de l'armée aura lieu au mois de septembre 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen de promotion dans la carrière de l'artisan-fonctionnaire de l'armée aura lieu au mois de décembre 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés que des examens d'admission définitive dans la carrière du sous-officier de la musique militaire auront lieu aux mois de juillet 2012 et d'octobre 2012.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un examen-concours d'admission à la carrière du sous-officier de la musique militaire aura lieu au mois de juillet 2012.

Centre de technologie de l'éducation. – Examen de fin de stage. – Le Centre de technologie de l'éducation organisera au courant du mois de mars 2012 un examen de fin de stage dans la carrière de l'informaticien diplômé.

Centre des technologies de l'information de l'Etat. – Examens. – Le Centre des technologies de l'information de l'Etat organisera au cours du mois de février 2012 un examen de fin de stage dans la carrière de l'informaticien diplômé et au cours du mois d'avril 2012 un examen pour opérateur, un examen pour programmeur d'application ainsi qu'un examen pour programmeur de système.

Chemins de fer. – Commission Paritaire. – Par arrêté gouvernemental du 13 janvier 2012 la composition de la Commission Paritaire est la suivante:

Présidence et Secrétariat:

POEKER Jeannot	inspecteur principal 1 ^{er} en rang
FORMAN Romain	chef de division au service ressources humaines

Membres effectifs:

- représentant la Direction Générale des CFL:

KREMER Alex	directeur général	
WENGLER Marc	directeur général adjoint	
JAEGER François	directeur	
SCHRANTZ Philippe	directeur	
HOFFMANN Marc	directeur	
BOLLENDORFF Nico	chargé de gestion	
- représentant le personnel:

GREIVELDING Guy	expédientaire de 2 ^e classe	FNCTTFEL
THISSEN Carlo	inspecteur principal	FNCTTFEL
THÜMMEL Jean-Claude	chef-manœuvre principal	FNCTTFEL
THOMA Jean-Marie	inspecteur divisionnaire	FNCTTFEL
HEINZ Fernand	ingénieur-technicien	FCPT-Syprolux
	inspecteur divisionnaire	
SCHMITZ Jean-Paul	sous-inspecteur	FCPT-Syprolux

Membres suppléants:

- représentant la Direction Générale des CFL:

FRANZISKUS Jean-Marie	directeur	
WERDEL Henri	directeur	
BUSCHMANN Monique	chargée de gestion	
LORANG Paul	chargé de gestion	
SCHOCK Gilbert	chargé de gestion	
RIPPINGER Arnold	inspecteur divisionnaire	
- représentant le personnel:

BOVANG Guy	chef de train	FNCTTFEL
CLASSEN Alphonse	visiteur principal	FNCTTFEL
ENTRINGER Henri	chef de brigade voie	FNCTTFEL
MERENZ Georges	mécanicien principal	FNCTTFEL
WAGNER-BIANCHY Mylène	inspecteur	FCPT-Syprolux
WEIS Viviane	sous-inspecteur	FCPT-Syprolux

Approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 13 janvier 2012.

Inspection générale de la sécurité sociale. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 14 janvier 2012, Madame Toinie WOLTER, inspecteur de la sécurité sociale 1^{ère} classe auprès de l'Inspection générale de la sécurité sociale, a été nommée à la fonction de premier inspecteur de la sécurité sociale auprès de la même administration avec effet au 1^{er} mars 2012 et pour une durée renouvelable de sept ans.

Médiateur. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 7 janvier 2012, Madame Lydie ERR a été nommée à la fonction de Médiateur à partir du 1^{er} février 2012.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Maisons relais pour enfants. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 20 janvier 2012 un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Wincrange, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-9780 Wincrange, Maison 85, pour le service «maison relais pour enfants», à l'adresse «Maison Relais Wincrange - Barteshaus», L-9960 Hoffelt, Maison 36.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée, prend effet le 20 janvier 2012 et arrive à son terme le 19 janvier 2014. Il est enregistré sous le numéro **MR 325/3**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 73 places (sans compartimentage) en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 8 février 2010, enregistré sous le numéro MR 325/2.

Par arrêté ministériel du 20 janvier 2012 un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Sanem, organisme gestionnaire, ayant son siège à l'adresse L-4477 Belvaux, 60, rue de la Poste, pour le service «animation d'activités récréatives en période de vacances scolaires» dans le cadre de l'activité «maison relais pour enfants», à l'adresse «Maison Relais Sanem - Centre Sportif Roger Krier», L-4413 Soleuvre, rue Jean Anen en vue de l'exercice des activités de vacances.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée, prend effet le 16 juillet 2012 et arrive à son terme le 24 août 2012. Il est enregistré sous le numéro **MR 322/2/vac..**

La capacité d'accueil maximale est fixée à 350 places en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

Le présent arrêté ministériel viendra d'office à échéance le 25 août 2012.

Par arrêté ministériel du 12 janvier 2012 un agrément illimité a été accordé à l'Administration communale de Heffingen, organisme gestionnaire, ayant son siège à l'adresse L-7651 Heffingen, 2, Am Duerf, pour le service «maison relais pour enfants», à l'adresse «Maison Relais Heffingen - Reuland», L-7670 Reuland, 1, Bei der Kiirch.

L'agrément, qui est accordé pour une durée illimitée, prend effet le 12 janvier 2012. Il est enregistré sous le numéro **MR 408/4.**

La capacité d'accueil maximale pour les enfants non-scolarisés est fixée à 40 places en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

La capacité d'accueil maximale pour les enfants scolarisés est fixée à 151 places en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 27 septembre 2011, enregistré sous le numéro MR 408/3.

Par arrêté ministériel du 19 janvier 2012 un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Clervaux, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-9712 Clervaux, Montée du Château, pour l'exercice de l'activité «maison relais pour enfants» à l'adresse «Maison Relais Clervaux - Centre scolaire et sportif Reuler», L-9768 Reuler, Maison 84 (nouveau bâtiment).

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 19 janvier 2012 et arrive à son terme le 18 janvier 2014. Il est enregistré sous le numéro **MR 476/2.**

La capacité d'accueil maximale pour les enfants non-scolarisés est fixée à 70 places en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

La capacité d'accueil maximale pour les enfants scolarisés est fixée à 231 places (sans compartimentage) en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 12 décembre 2011, enregistré sous le numéro MR 476.

Par arrêté ministériel du 11 janvier 2012 un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Berdorf, organisme gestionnaire, ayant son siège à l'adresse L-6551 Berdorf, 5, rue de Consdorf, pour l'exercice de l'activité «maison relais pour enfants» à l'adresse «Maison Relais Berdorf - An der Laach», L-6550 Berdorf, 8, An der Laach.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée, prend effet le 11 janvier 2012 et arrive à son terme le 10 janvier 2014. Il est enregistré sous le numéro **MR 482.**

La capacité d'accueil maximale est fixée à 25 places en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

Par arrêté ministériel du 16 janvier 2012 un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Larochette, organisme gestionnaire, ayant son siège à l'adresse L-7626 Larochette, 33, Chemin J.-A. Zinnen, pour l'exercice de l'activité «maison relais pour enfants» à l'adresse «Maison Relais de Larochette - Auberge de Jeunesse», L-7622 Larochette, 45, rue Osterbour.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée, prend effet le 16 janvier 2012 et arrive à son terme le 15 janvier 2014. Il est enregistré sous le numéro **MR 483.**

La capacité d'accueil maximale est fixée à 30 places en vertu des dispositions de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Service national d'action sociale. – Par arrêté grand-ducal du 25 novembre 2011, Madame Laurence THILLMANN, attaché de Gouvernement 1^{er} en rang auprès du Service national d'action sociale a été nommée conseiller de direction adjoint auprès de la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 12 décembre 2011, Monsieur Christian BINTENER, attaché de Gouvernement auprès du Service national d'action sociale a été nommé attaché de Gouvernement 1^{er} en rang auprès de la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 23 décembre 2011, Monsieur Joël BECKER, attaché d'administration auprès du Service national d'action sociale a été nommé attaché de Gouvernement auprès de la même administration.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Services pour Jeunes. – Agréments. – L'agrément limité dans le temps est accordé jusqu'au **1^{er} juillet 2012** à «Inter-Actions asbl.» ayant son siège 9, rte de Thionville, L-2611 LUXEMBOURG, pour l'exercice de l'activité pour son service pour jeunes au «Jugendhaus Bouneweg», sis à 29-33, rue Pierre Krier, L-1880 Luxembourg.

L'agrément limité dans le temps est accordé sous réserve de l'exécution par l'organisme gestionnaire de la condition de se conformer à l'article 2 de la loi. L'agrément limité dans le temps prend cours le 9 janvier 2012 et est enregistré sous le numéro JE AL 49/01/2012.

L'agrément prévu par la loi est accordé pour une durée illimitée à l'organisme gestionnaire «Centre de rencontre et d'information pour jeunes d'Esch/Alzette asbl.», ayant son siège à 23, rue Dr. Emile Colling, L-4069 ESCH/ALZETTE, pour l'exercice de son activité du service pour jeunes au «Centre de rencontre et d'information pour jeunes», sis à 65, rue Zenon Bernard, L-4031 ESCH/ALZETTE et au «Point Information Jeunes-Esch» sis au 10, rue du Commerce, L-4067 ESCH/ALZETTE. L'agrément annule et remplace l'agrément 200407/16 et est enregistré sous le numéro JE RNAI 201111/16.

L'agrément prévu par la loi est accordé pour une durée illimitée à l'organisme gestionnaire «Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise - CGJL a.s.b.l.» ayant son siège à 24-26, place de la Gare, L-1616 Luxembourg, pour l'activité de son service de formation et d'assistance aux bénévoles des organisations de jeunesse, sis à 24-26, place de la Gare, L-1616 Luxembourg.

L'agrément annule et remplace l'agrément 01/2008 et est enregistré sous le numéro JE RNAI 01/01/2012.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Services pour personnes handicapées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 5 janvier 2012, un agrément conditionné pour la durée d'un an, prévu par l'article 1^{er} de la loi est accordé à l'organisme gestionnaire «Ligue HMC Coopérative s.c.», ayant son siège à Capellen, pour l'exercice de l'activité de «service d'emploi ou atelier protégé» appelé «Second-Hand-Shop» à l'adresse 75, route d'Arlon, L-8301 Capellen.

L'agrément prend cours le 5 janvier 2012.

L'agrément est enregistré sous le numéro AP 0701/11/2.

Par arrêté ministériel du 5 janvier 2012, un agrément conditionné pour la durée d'un an, prévu par l'article 1^{er} de la loi est accordé à l'organisme gestionnaire «Yolande COOP, société coopérative», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «service d'emploi ou atelier protégé» à l'adresse 3, rue de Wecker, L-6832 Betzdorf.

L'agrément prend cours le 5 janvier 2012.

L'agrément est enregistré sous le numéro AP 0606/5/3.

Par arrêté ministériel du 17 janvier 2012, un agrément conditionné pour la durée d'un an, prévu par l'article 1^{er} de la loi est accordé à l'organisme gestionnaire «Coopérations, société coopérative», ayant son siège à Wiltz, pour l'exercice de l'activité de «service d'emploi ou atelier protégé» à l'adresse 8-10, rue de la Montagne, L-9538 Wiltz.

L'agrément prend cours le 21 janvier 2012.

L'agrément est enregistré sous le numéro LDT-AP 0404/3.

Par arrêté ministériel du 17 janvier 2012, un agrément conditionné pour la durée d'un an, prévu par l'article 1^{er} de la loi est accordé à l'organisme gestionnaire «Coopérations a.s.b.l.», ayant son siège à Wiltz, pour l'exercice de l'activité de «service de formation» à l'adresse 10, rue de la Montagne, L-9538 Wiltz.

L'agrément prend cours le 21 janvier 2012.

Cet arrêté remplace l'arrêté ministériel du 21 janvier 2011.

L'agrément est enregistré sous le numéro 0804/1.

Santé. – Médecine. – Par arrêté ministériel du 20 janvier 2012, Madame le Docteur Sophie MONTAGNON, née le 9 mai 1980, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 20 janvier 2012, Monsieur le Docteur Robert POYET, né le 6 août 1980, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Santé. – Pharmaciens. – Par arrêté ministériel du 18 janvier 2012, Monsieur Laurent BADOT, né le 13 janvier 1988, a été autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Secrétariat du Conseil d'Etat. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 21 janvier 2012, Madame Luisa SIMOES DE PINA a été nommée à la fonction d'attaché premier en rang hors cadre avec effet au 1^{er} février 2012.

Tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993:

Complément n° 4:

Changements intervenus pendant la période du 1^{er} octobre 2011 au 31 décembre 2011.

Il y a lieu **d'ajouter** au tableau des banques arrêté au 31 décembre 2010 et publié au Mémorial B n° 9 du 31 janvier 2011:

III. Banques d'émission de lettres de gage

Société Générale LDG
15, boulevard Prince Henri
L-1724 Luxembourg

Il y a lieu **de modifier** au tableau des banques arrêté au 31 décembre 2010 et publié au Mémorial B n° 9 du 31 janvier 2011:

La dénomination des établissements suivants:

I. Banques autorisées à exercer leur activité en application de l'article 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993

B. Sociétés anonymes de droit luxembourgeois

DnB NOR Luxembourg S.A.
en
DNB Luxembourg S.A.

UFG-LFP Private Bank
en
La Française AM Private Bank

L'adresse des établissements suivants:

I. Banques autorisées à exercer leur activité en application de l'article 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993

B. Sociétés anonymes de droit luxembourgeois

Industrial and Commercial Bank of China Ltd., Luxembourg Branch
32, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

IV. Succursales d'établissements de crédit d'origine non communautaire autorisées au Luxembourg sur base de l'article 32 de la loi modifiée du 5 avril 1993

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.
32, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

V. Succursales d'établissements de crédit d'origine communautaire et assimilés autorisées au Luxembourg sur base de l'article 30 de la loi modifiée du 5 avril 1993

Joh. Berenberg, Gossler & Co-Berenberg Bank-, succursale de Luxembourg
46, place Guillaume II
L-1648 Luxembourg

Luxembourg, le 18 janvier 2012.

Tableau des établissements de paiement agréés conformément à la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Diners Club Beneflux S.A.
33, avenue Grande-Duchesse Charlotte
L-1331 Luxembourg

FIA-NET Europe S.A.
31, avenue Pasteur
L-2311 Luxembourg

SIX Pay S.A.
10, Parc d'Activité Syrdall
L-5365 Munsbach

Tableau des succursales d'établissement de paiement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'EEE enregistrées au Luxembourg

Deutsche Post Zahlungsdienste GmbH, Niederlassung Luxemburg
11A, rue Edmond Reuter
L-5326 Luxembourg

Arrêté ministériel du 17 novembre 2011 portant désignation d'un agent ayant la qualité d'officier de police judiciaire – RECTIFICATIF. – Au Mémorial B-5 du 25 janvier 2012, à la page 148, il y a lieu de lire correctement, «**Le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké**» au lieu de «**Le Ministre délégué de l'Economie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké**».
